



Compte rendu de la session d'été 2019

Madame, Monsieur,

Le Conseil national et le Conseil des Etats souhaitent des négociations complémentaires au sujet de l'accord-cadre institutionnel avec l'Union européenne. Le Conseil fédéral, quant à lui, a décidé d'éclaircir certains points avec l'UE. Une signature rapide de l'accord institutionnel semble irréaliste. Les hautes écoles et organisations d'encouragement de la recherche et de l'innovation suisses sont aussi concernées, car des négociations sur la poursuite de la coopération européenne en matière de formation et de recherche auront lieu déjà l'an prochain. De bonnes relations avec l'UE revêtent une grande importance pour elles.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Petra Studer, petra.studer@netzwerk-future.ch

DÉCISIONS DU PARLEMENT

Révision de la LDA: le Conseil des Etats refuse l'introduction d'un droit de seconde publication

Le plénum du Conseil des Etats a repris son examen de la révision de la Loi sur le droit d'auteur (LDA) (17.069) au cours de la session d'été. Dans le cadre de ce projet de loi, la Chambre haute a refusé l'introduction d'un droit inaliénable de seconde publication des parutions scientifiques par une adaptation du Code des obligations. Les conseillères et conseillers aux Etats ont rejeté, par 29 voix contre 11 et une abstention, une proposition minoritaire en ce sens venant de leur Commission de la

science, de l'éducation et de la culture (CSEC-E). Celle-ci prévoyait que les auteurs d'articles scientifiques et de monographies puissent toujours publier une deuxième fois leurs résultats en libre accès (Open Access) après la première publication auprès d'une maison d'édition, en respectant un certain délai.

Pas d'exception pour les bibliothèques

La Chambre haute a également débattu de la question de savoir si les bibliothèques publiques devaient être exemptées de redevance de droit d'auteur. Le Conseil des Etats a rejeté une proposition en ce sens par 27 voix contre 14 et une abstention. Les bibliothèques et les écoles devraient toutefois pouvoir bénéficier de tarifs préférentiels. Par ailleurs, le Conseil des Etats s'est prononcé contre la création d'un droit voisin pour les éditeurs de presse. Avec un tel droit voisin, les exploitants de plateformes en ligne auraient dû verser une rémunération aux éditeurs lors de la mise à disposition gratuite de contenus journalistiques.



Protocole du Conseil des Etats du 4 juin 2019

Le Parlement demande des négociations complémentaires au sujet de l'accord-cadre institutionnel

Le Conseil national et le Conseil des Etats chargent le Conseil fédéral de mener des négociations complémentaires au sujet de l'accord-cadre institutionnel avec l'Union européenne. Durant la session d'été, les deux Chambres ont approuvé deux motions identiques en ce sens (**19.3420** et **19.3416**) déposées par leurs Commissions de l'économie et des redevances (CER). Ces motions demandent des améliorations en matière de protection des salaires, d'aides d'Etat, ainsi que de questions découlant de la reprise de la directive relative au droit des citoyens de l'Union.

En demandant des négociations complémentaires, le Parlement va encore un pas plus loin que le Conseil fédéral. Ce dernier avait décidé, au début du mois de juin, d'engager le dialogue avec l'UE pour éclaircir ces points de manière satisfaisante pour les deux partenaires.

➤ **Protocole du Conseil des Etats du 12 juin 2019**

➤ **Protocole du Conseil national du 20 juin 2019**

Le National soutient des motions de sa CSEC pour des programmes d'impulsion sur la numérisation

Le Conseil national a approuvé deux motions de sa Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-N), qui chargent le Conseil fédéral de mettre en place des programmes d'impulsion sur la numérisation dans le domaine de la formation.

La Chambre du peuple a soutenu la motion de commission (**19.3009**) pour un programme d'impulsion visant à diffuser des projets de numérisation innovants dans la formation par 118 voix contre 62 et une abstention. Une plateforme en ligne devrait être créée à cette fin; elle offrirait un accès national aux nouveaux formats de formation assistés par la technologie et permettrait l'échange de bonnes pratiques.

Indépendant du Message FRI 2021-2024

Le Conseil national a approuvé la deuxième motion de commission (**19.3010**) pour un programme d'impulsion à durée déterminée sur la numérisation par 118 voix contre 61 et une abstention. Avec ce programme, des moyens financiers seraient accordés afin que les acteurs de la formation puissent mettre en œuvre les objectifs de la stratégie «Suisse numérique». La motion demande explicitement que ce financement soit prévu indépendamment du Message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation (FRI) pendant les années 2021-2024. Les moyens financiers seraient destinés aux écoles polytechniques fédérales, aux universités cantonales, aux hautes écoles spécialisées, ainsi qu'aux acteurs de la formation professionnelle et de la formation continue.

Le Conseil des Etats va probablement décider lors de la session d'automne si les deux motions doivent être transmises au Conseil fédéral.

➤ Protocole du Conseil national du 20 juin 2019

LES PARLEMENTAIRES ONT EN OUTRE ...

- ... confirmé, au Conseil des Etats, leur approbation du milliard de cohésion à l'Union européenne (**18.067**). Contrairement au Conseil national, la Chambre haute a refusé de le lier au programme européen de formation Erasmus+. Au cours de la session de printemps 2019, la majorité du Conseil national avait lié le versement du milliard de cohésion à une disposition stipulant que le Conseil fédéral devait proposer au Parlement, d'ici à 2020 au plus tard, un crédit visant la réintégration de la Suisse au programme Erasmus. D'autres divergences subsistent entre les deux Chambres; elles concernent la répartition du total de 1,3 milliard de francs.
- ... rejeté, au Conseil des Etats, une motion (**16.3895**) de la conseillère nationale Andrea Gmür-Schönenberger, par 30 voix contre 10 et une abstention. La motion demandait la publication des données sur la réussite académique des titulaires d'une maturité dans les hautes écoles suisses. Le Conseil national avait approuvé cet objet en automne 2018. La majorité de la Chambre haute est d'avis que les données sur la réussite des études ne permettent pas de tirer des conclusions sur la qualité des gymnases concernés. L'objet est ainsi liquidé.
- ... rejeté, au Conseil des Etats, une motion (**18.3933**) du conseiller aux Etats Beat Vonlanthen, par 25 voix contre 4 et trois abstentions. Celle-ci chargeait le Conseil fédéral de mettre en place des conditions qui favoriseraient la création de fonds pour la formation continue financés par les branches. La majorité considère que la Confédération soutient déjà activement les employeurs et les employés dans le développement d'offres ciblées de formation continue.

OBJETS AUXQUELS LE CONSEIL FÉDÉRAL A RÉPONDU

➤ Le Conseil fédéral doit tirer les conséquences de son dernier rapport sur les OGM

Interpellation (19.3012) de la conseillère nationale Isabelle Chevalley (pvl).
Déposée le 4 mars 2019.
Le Conseil fédéral a répondu le 22 mai 2019.

➤ Améliorer les bases comparatives du système de connaissances des secteurs agricole et agroalimentaire suisses

Motion (19.3082) du conseiller national Markus Hausammann (UDC).
Déposée le 11 mars 2019.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 22 mai 2019.

➤ Utilisation des excédents non budgétés de la Confédération

Motion (19.3085) du conseiller national Thomas Egger (PDC).
Déposée le 12 mars 2019.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 22 mai 2019.

➤ Introduction de déductions fiscales incitatives sur les coûts de recherche et développement de nouveaux antibiotiques

Interpellation (19.3088) du conseiller national Pierre-André Page (UDC).
Déposée le 12 mars 2019.
Le Conseil fédéral a répondu le 1^{er} mai 2019.

➤ Se former pour rester au top. Instaurer un quatrième pilier pour la formation continue

Interpellation (19.3107) du conseiller national Claude Bégly (PDC).
Déposée le 14 mars 2019.
Le Conseil fédéral a répondu le 29 mai 2019.

Programme Euratom, un manque de transparence choquant

Interpellation (19.3111) de la conseillère nationale Isabelle Chevalley (pvl).
Déposée le 14 mars 2019.
Le Conseil fédéral a répondu le 29 mai 2019.

Trafic aérien. Promouvoir l'innovation afin de réduire les émissions de CO₂

Motion (19.3115) de la conseillère nationale Samira Marti (PS).
Déposée le 14 mars 2019.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 22 mai 2019.

Examen suisse de maturité. Egalité de traitement pour les étudiantes et les étudiants

Interpellation (19.3141) du conseiller national Mathias Reynard (PS).
Déposée le 19 mars 2019.
Le Conseil fédéral a répondu le 29 mai 2019.

Qu'attend la Suisse pour soutenir la recherche dans le domaine de la finance durable?

Interpellation (19.3218) du conseiller national Mathias Reynard (PS).
Déposée le 21 mars 2019.
Le Conseil fédéral a répondu le 29 mai 2019.

➤ Innosuisse. Rendre plus efficaces les instruments de promotion à la disposition de la Confédération

Interpellation (19.3253) du conseiller national Jürg Grossen (pvl).
Déposée le 21 mars 2019.
Le Conseil fédéral a répondu le 29 mai 2019.

➤ A quelle date seront disponibles les données des patients en vue d'encourager la recherche sur l'être humain dans les entreprises et les hautes écoles suisses?

Question (19.1012) du conseiller national Christoph Eymann (PLR).
Déposée le 21 mars 2019.
Le Conseil fédéral a répondu le 29 mai 2019.

➤ Remise de cannabis. Mettre fin à des expériences irresponsables sur l'être humain

Interpellation (19.3313) de la conseillère nationale Verena Herzog (UDC).
Déposée le 22 mars 2019.
Le Conseil fédéral a répondu le 15 mai 2019.

➤ Incidences des champs électromagnétiques sur les animaux et les plantes. Nécessité de mener des recherches

Interpellation (19.3345) de la conseillère nationale Claudia Friedl (PS).
Déposée le 22 mars 2019.
Le Conseil fédéral a répondu le 15 mai 2019.

➤ Lancement d'un programme national de recherche «System change not climate change»

Motion (19.3363) du conseiller national Cédric Wermuth (PS).
Déposée le 22 mars 2019.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 29 mai 2019.

➤ Risques et opportunités liés au «Lehrplan 21»

Interpellation (19.3395) de la conseillère nationale Yvette Estermann (UDC).
Déposée le 22 mars 2019.
Le Conseil fédéral a répondu le 22 mai 2019.

➤ Quels soutiens financiers la Confédération apporte-t-elle aux OGM et à l'agriculture classique?

Question (19.1018) de la conseillère nationale Maya Graf (Les Verts).
Déposée le 22 mars 2019.
Le Conseil fédéral a répondu le 22 mai 2019.

NOUVEAUX OBJETS DÉPOSÉS

➤ Introduction de déductions fiscales incitatives sur les coûts de recherche-développement de nouveaux antibiotiques

Motion (19.3551) du conseiller national Pierre-André Page (UDC).
Déposée le 5 juin 2019.

➤ Homo mensura. La recherche et la médecine sont-elles androcentrées?

Motion (19.3577) de la conseillère nationale Bea Heim (PS).
Déposée le 11 juin 2019.

➤ Numérisation de collections de sciences naturelles en faveur de la recherche suisse

Postulat (19.3593) du conseiller national Hannes Germann (UDC).
Déposé le 12 juin 2019.

➤ Créer enfin l'institution nationale des droits de l'homme en appliquant une solution transitoire jusqu'au remplacement du Centre suisse de compétence pour les droits humains

Motion (19.3610) de la conseillère nationale Rosmarie Quadranti (PBD).
Déposée le 14 juin 2019.

➤ Faire des EPF un réseau mondial d'excellence en matière de durabilité par l'application de bonnes pratiques

Motion (19.3612) de la conseillère nationale Martina Munz (PS).
Déposée le 14 juin 2019.

➤ Base légale pour un fonds de numérisation

Motion (19.3649) de la conseillère aux Etats Géraldine Savary (PS).
Déposée le 18 juin 2019.

➤ Des bourses au lieu de la pauvreté

Motion (19.3677) de la conseillère nationale Yvonne Feri (PS).
Déposée le 19 juin 2019.

➤ Encourager les femmes de manière plus ciblée aux EPF, aux universités et au Fonds national

Interpellation (19.3695) de la conseillère nationale Martina Munz (PS).
Déposée le 19 juin 2019.

➤ Introduction de bons de formation continue pour les personnes peu qualifiées

Motion (19.3697) de la conseillère nationale Martina Munz (PS).
Déposée le 19 juin 2019.

➤ Les nouvelles structures de direction des EPF suffisent-elles aux ambitions d'une haute école moderne?

Interpellation (19.3700) de la conseillère nationale Martina Munz (PS).
Déposée le 19 juin 2019.

➤ Que fait le Conseil fédéral pour orienter les hautes écoles suisses?

Interpellation (19.3822) de la conseillère nationale Aline Trede (Les Verts).
Déposée le 21 juin 2019.

➤ Le climat aux côtés de la numérisation comme ligne directrice de la législature 2019-2023: quelle signification pour le Message FRI 2021-2024?

Interpellation (19.3825) de la conseillère nationale Aline Trede (Les Verts).
Déposée le 21 juin 2019.

➤ Création d'un centre de compétences national pour la recherche sur les nouveaux antibiotiques

Motion (19.3858) de la conseillère nationale Bea Heim (PS).
Déposée le 21 juin 2019.

➤ Renforcer les possibilités d'encouragement dans le domaine des résistances aux antibiotiques

Motion (19.3859) du conseiller national Lukas Reimann (UDC).
Déposée le 21 juin 2019.

➤ Ne pas attendre une épidémie grave: Créer un fond pour stimuler la recherche et le développement de nouveaux agents anti-microbiens

Postulat (19.3860) du conseiller national Claude Beglé (PDC).
Déposé le 21 juin 2019.

➤ Stratégie «One Health» avec une recherche systémique sur la propagation des résistances aux antibiotiques

Motion (19.3861) de la conseillère nationale Maya Graf (Les Verts).
Déposée le 21 juin 2019.

➤ La Confédération et les cantons exploitent-ils tout leur potentiel d'encouragement des compétences de base des adultes conformément à la Loi sur la formation continue?

Interpellation (19.3872) du conseiller national Adrian Wüthrich (PS).
Déposée le 21 juin 2019.

➤ Conseil des EPF et accord-cadre

Interpellation (19.3907) de la conseillère nationale Verena Herzog (UDC).
Déposée le 21 juin 2019.

Reproduction des articles autorisée avec l'indication de la source.

CONTACT

Réseau FUTURE
Münstergasse 64/66, 3011 Berne
Tel. 031 351 88 46
info@netzwerk-future.ch
www.reseau-future.ch

Le Réseau FUTURE réunit des partenaires académiques, scientifiques et politiques

pour accroître le soutien au domaine Formation, Recherche et Innovation (FRI) ainsi que pour stimuler le dialogue entre politique et science.

26 juin 2019
